

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mercredi 9 décembre 1970

La séance est ouverte à 2 heures.

AFFAIRES COURANTES

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES EN GÉNÉRAL

[Français]

M. Fernand E. Leblanc (Laurier): Monsieur l'Orateur, j'ai l'honneur de présenter les 1^{er} et 2^e rapports du comité permanent des prévisions budgétaires en général, dans les deux langues officielles du pays.

[Note de l'éditeur: Le texte du rapport précité figure aux Procès-verbaux de ce jour.]

* * *

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE COMPTE RENDU DE LA TOURNÉE DU MINISTRE EN EUROPE

[Traduction]

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je viens de rentrer d'une tournée d'importantes discussions en Europe. J'ai eu notamment des entretiens avec les chefs de gouvernement de Grande-Bretagne, de Belgique et des Pays-Bas, ainsi qu'avec des hauts fonctionnaires de la Communauté économique européenne, et j'ai participé à la réunion ministérielle de l'OTAN en décembre. J'ai profité de l'occasion offerte par la réunion de l'OTAN pour avoir un autre entretien avec M. Schumann, ministre des Affaires étrangères de France.

J'aimerais donc faire rapport à la Chambre principalement au sujet de la situation en Europe occidentale, où les événements évoluent avec tant de rapidité.

Les six nations qui forment aujourd'hui le Marché commun doivent bientôt devenir dix. Divers genres d'associations relieront d'autres pays d'Europe à la Communauté. Des ententes préférentielles ont été conclues et d'autres le seront dans le cas d'un certain nombre de pays méditerranéens et de certains pays en voie de développement en Afrique.

En Europe, le climat est à l'optimisme et à la confiance. Les horizons du Marché commun s'élargissent au moment où s'accroît la volonté de rendre plus profondes les relations entre les pays.

Depuis quelque temps, le gouvernement suit cette évolution avec la plus grande attention. Le ministre de l'Industrie et du Commerce a récemment déposé à la Chambre un document qui fait prévoir les conséquences de ces événements pour le Canada à la lumière des constatations que lui-même a faites lors de sa visite dans les capitales européennes. J'ai choisi comme but principal de mes entretiens bilatéraux avec les gouvernements européens et avec la Communauté la formulation de certaines des préoccupations que le Canada éprouve devant ces événements. La première a trait au bouleversement et aux

modifications des échanges commerciaux du Canada qu'entraîne nécessairement l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun. Notre deuxième souci était de faire savoir à la Communauté et à ses membres que le Canada a l'intention de retirer de plus grands avantages de la CEE élargie en tant que marché d'importance majeure, non seulement pour nos matières premières et produits semi-ouvrés, mais aussi pour les produits finis de nos industries secondaires. En troisième lieu, j'ai cherché à bien faire ressortir, dans mes conversations, les dangers politiques et économiques inhérents à toute tendance vers la polarisation du commerce entre les États-Unis et la Communauté européenne.

● (2.10 p.m.)

On se souviendra que la formation de la Communauté économique européenne s'est accompagnée de la négociation Kennedy. A cette époque, l'Europe et le monde ont avancé ensemble dans la marche la plus impressionnante vers la plus grande liberté du commerce. Il reste peu d'indices aujourd'hui de l'harmonie de ces rapports, il y a même des indices du contraire.

Mes entretiens en Europe ont été une conséquence logique des réunions que nous avons eues à Ottawa il y a deux semaines avec des membres des échelons supérieurs de l'administration américaine, sous la direction du secrétaire Rogers. Des raisonnements identiques ont été tenus aux représentants des États-Unis ici à Ottawa, au gouvernement britannique à Londres et aux autres représentants gouvernementaux avec lesquels je me suis entretenu en Europe.

Le moment de ma visite en Europe a été déterminé par la réunion ministérielle de l'OTAN en décembre. Dans la déclaration que j'y ai faite, j'ai dit que les événements de l'année écoulée indiquaient que nous avions atteint un tournant dans les relations entre l'Est et l'Ouest en Europe. L'affrontement stérile qui a caractérisé ces relations depuis la fin de la Seconde guerre mondiale commence à céder le pas à un effort réel en vue d'arriver à résoudre maints problèmes épineux que pose la division de l'Europe. Des négociations synchronisées avec l'Union soviétique se déroulent actuellement sur une grande échelle.

Les traités conclus par la République fédérale allemande avec l'Union soviétique et la Pologne constituent un progrès certain. Ce sont des événements historiques qui pourraient concourir à un degré appréciable à assainir la situation en Europe centrale. La reprise des pourparlers inter-allemands permet aussi de nouveaux espoirs, même si ces pourparlers sont hérissés de difficultés. Reste à savoir, cependant, si les traités de Moscou et de Varsovie, qui ne sont pas encore ratifiés, constituent à eux seuls des progrès suffisants pour justifier la tenue d'une conférence générale sur la sécurité en Europe.

Presque tout le monde s'est accordé à dire que les progrès accomplis jusqu'à présent étaient insuffisants, surtout parce que l'on n'était pas encore parvenu à un